



Université Le Havre Normandie
25, rue Philippe Lebon
BP 1123
76063 LE HAVRE CEDEX

AMENAGEMENTS DES ESPACES DE LA MAISON DES ETUDIANTS DE L'UNIVERSITE LE HAVRE NORMANDIE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)

Marché n° 25 900 17

Procédure de consultation : Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1, R2123-4 et 5, R2131-12, R2132-2, R2181-1 et 2, R2182-4, R2113-4 à R2113-6 du Code de la Commande Publique.

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ	4
1.1	PROCEDURE DE PASSATION	4
1.2	FORME DU MARCHÉ	4
1.3	CARACTERISTIQUES DU SITE ET PARTICULARITE DE L'OPERATION	4
1.4	MARCHÉ SIMILAIRE	5
1.5	INTERVENANTS	5
1.6	DISPOSITIONS GENERALES.....	6
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	7
3	PARTIES CONTRACTANTES	7
4	NOTIFICATIONS PAR ECHANGES ELECTRONIQUES	8
5	ORDRES DE SERVICE.....	8
6	CONNAISSANCE DES OUVRAGES.....	8
7	PRIX DU MARCHÉ.....	9
7.1	CONTENU DES PRIX	9
7.2	DEPENSES D'INTERETS COMMUNES	10
7.3	NATURE DU PRIX	10
7.4	MODALITES DE TRANSMISSION ET DE PAIEMENT.....	11
7.5	APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	12
7.6	INTERETS MORATOIRES	12
7.7	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	12
7.8	AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	13
7.9	CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT	13
8	CHANGEMENT AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE	13
9	CLAUSES DE FINANCEMENT	13
9.1	RETENUE DE GARANTIE	13
9.2	AVANCE.....	14
10	MODIFICATIONS PREVUES DANS LE CADRE DE CLAUSES DE REEXAMEN	15
10.1	MODIFICATIONS GENERALES – CLAUSE DE REEXAMEN.....	15
11	PENALITES.....	15
11.1	PENALITES ET RETENUES POUR RETARD.....	15
12	DELAIS D'EXECUTION – EXECUTION DU MARCHÉ.....	17
12.1	DELAÏ D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	17
13	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DE MATERIAUX ET PRODUITS.....	18
13.1	LES MARQUES, QUALITE ET PROVENANCE DES MATERIAUX.....	18
13.2	CARACTERISTIQUES, QUALITE, CONTROLE, ET PRISE EN CHARGE DE MATERIAUX ET PRODUITS	19
14	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	19
14.1	CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION	19
14.2	COORDINATION DES TRAVAUX	19
14.3	PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION.....	19
14.4	PLANS D'EXECUTION – NOTE DE CALCUL – ETUDE DE DETAILS -.....	20
14.5	ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE - NETTOYAGE DU CHANTIER.....	20

15	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	21
15.1	ESSAI ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	21
15.2	RECEPTION	21
15.3	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	22
15.4	DELAIS DE GARANTIE	22
16	CONFIDENTIALITE – REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES	22
16.1	CONFIDENTIALITE	22
16.2	REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES.....	22
17	ASSURANCES – AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	23
17.1	ASSURANCE	23
17.2	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	23
18	RESILIATION	23
19	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	24
20	DROIT – LANGUE - CORRESPONDANCE	24
21	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	24

1 OBJET DU MARCHÉ

Dans le cadre d'un projet global intitulé « Aménagement des espaces de la Maison des Etudiants », l'Université Le Havre Normandie (ULHN) souhaite réaménager les espaces de la Maison des Etudiants en RDC et au R+2 du bâtiment. Le Bâtiment de la Maison des Etudiants est localisé sur le campus Lebon de l'établissement.

L'Université Le Havre Normandie prévoit de réaménager les espaces intérieurs du RDC et du R+2 de la Maison des Etudiants.

1.1 PROCEDURE DE PASSATION

La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée en application des articles R2123-1, R2123-4 et 5, R2131-12, R2132-2, R2181-1, R2181-2 et R2182-4, R2113-4 à R2113-6 du Code de la Commande Publique. Il s'agit d'un marché de travaux.

1.2 FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un marché alloti :

- Lot 1 : Peinture, papiers peints, sol souple et parquet
- Lot 2 : Agencement, Menuiserie d'intérieur
- Lot 3 : Faux plafond
- Lot 4 : Serrurerie - métallerie
- Lot 5 : Electricité - Eclairage
- Lot 6 : Plomberie

Une variante est proposée pour le lot 2 - Agencement, Menuiserie d'intérieur, article 2.1 Réalisation d'une estrade en bois sur mesure.

Des prestations supplémentaires éventuelles sont décrites et proposées pour le lot 1 et le lot 5.

La PSE du lot 1 est obligatoire. La PSE du lot 5 n'est pas obligatoire.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de les commander ou non.

1.3 CARACTERISTIQUES DU SITE ET PARTICULARITE DE L'OPERATION

L'Université Le Havre Normandie est un établissement d'enseignement supérieur, il est classé dans la catégorie des ERP.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires pour réduire les nuisances de tous types (sonores, déchets, ...)

1.4 MARCHE SIMILAIRE

L'Université Le Havre Normandie se réserve la possibilité de confier ultérieurement au Titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.5 INTERVENANTS

1.5.1 MAITRE D'OUVRAGE, CONDUITE D'OPERATION

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Université Le Havre Normandie
25, rue Philippe Lebon – BP 1123 – 76063 LE HAVRE

1.5.2 MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Université Le Havre Normandie
Direction de l'Architecture et du Patrimoine Immobilier (DAPI)
25, rue Philippe Lebon – BP 1123 – 76063 LE HAVRE

Et notamment, Le Visa sera assuré par la DAPI.

1.5.3 CONTROLE TECHNIQUE

La mission de contrôle technique relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction sera confiée ultérieurement si nécessaire.

1.5.4 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (SPS)

Un plan de prévention sera réalisé par la maitrise d'ouvrage à destination du titulaire de chaque lot avant tout commencement d'intervention sur les chantiers.

1.5.5 COORDINATEUR SSI

Sans objet.

1.5.6 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire de chaque lot s'engage notamment à présenter au pouvoir adjudicateur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments prévus aux articles R.2193-1 à -22 du Code de la Commande Publique. Le pouvoir adjudicateur, en cas d'accord, devra alors accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial de sous-traitance qui sera annexé au marché.

L'objet et le montant des prestations du sous-traitant devront être présentés selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Le sous-traitant ne pourra pas commencer à exécuter les prestations avant son agrément par le pouvoir adjudicateur.

1.6 DISPOSITIONS GENERALES

1.6.1 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Pour l'application des articles 6.1 et 6.3 du CCAG Travaux, le titulaire de chaque lot est réputé s'être informé auprès des services de l'Inspection du travail dont dépendra le chantier, des modalités d'application des textes concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail, et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

1.6.2 DISPOSITION APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DETACHES.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire d'un lot est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire d'un lot, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, chaque titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie, et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. La communication de la liste doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire de chaque lot s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire d'un lot entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193.1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°.....duayant pour objet »

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

En application de l'article L1262-4-1 du Code du Travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.6.3 EMPLOI DE LA LANGUE FRANCAISE

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français.

Le Titulaire de chaque lot prendra les dispositions nécessaires afin que le personnel ne maîtrisant pas la langue française puisse bénéficier de la présence d'un interprète ou d'un personnel pouvant traduire, notamment pour la compréhension des consignes de sécurité et des informations délivrées.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles dont la DPGF et le planning prévisionnel
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le calendrier d'exécution des travaux ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG Travaux applicables aux marchés publics de travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux issu de l'arrêté du 7 octobre 2021 ;
- Le mémoire technique, les réponses aux questions et les pièces supplémentaires présentées par le candidat retenu ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les ordres de services ;
- Les observations figurant aux comptes rendus de chantier

Le titulaire de chaque lot est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables à l'opération et à ses prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

En cas de stipulations contradictoires, les pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire d'un lot, contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

3 PARTIES CONTRACTANTES

Au sens du Cahier des clauses administratives générales – Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – JORF du 01 avril 2021 sont désignées :

- Le Pouvoir Adjudicateur est représenté par :

Monsieur Pedro LAGES DOS SANTOS, Président de l'Université Le Havre Normandie ;

- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la Commande Publique :

Madame Clotilde LECOMTE, responsable du Pôle achat et marchés publics ; tél. : 02.32.74.40.13

- Le comptable assignataire des paiements :

Monsieur l'agent comptable de l'Université Le Havre Normandie. tél. : 02.32.74.40.00

4 NOTIFICATIONS PAR ECHANGES ELECTRONIQUES

Les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire du lot dans les conditions définies à l'article 3.2.1. du CCAG Travaux, le point de départ de computation des délais de notifications par courrier électronique est la date d'émission de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG Travaux, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être fait par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci-dessus.

5 ORDRES DE SERVICE

Les ordres de service sont établis par le maître d'œuvre, en application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

6 CONNAISSANCE DES OUVRAGES

Le Titulaire de chaque lot reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus en se rendant sur place après prise de rendez-vous et dans le dossier de consultation, ainsi que toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte de renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

A ce titre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des éléments suivants :

- Toutes les prestations prévues au marché ;
- La nature et l'emplacement des lieux et conditions générales et particulières qui y sont attachées (travail en milieu occupé, ...) ;

- Les modalités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électriques, etc. ;
- Les caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires à l'exécution des travaux ;
- La nécessité de suivre le planning d'exécution afin de satisfaire aux utilisateurs en situation de handicap ;
- Tout autre élément pour lequel des informations peuvent raisonnablement être obtenues et qui pourrait en quelque manière influencer sur les travaux et leur prix.

De même, il est réputé avoir pris connaissance pleine et entière des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

En cas de dégradation et/ou désordre susceptible(s) d'affecter les ouvrages voisins du fait du titulaire, celui-ci s'engage à relever et garantir le maître d'ouvrage contre tout recours à son encontre.

7 PRIX DU MARCHÉ

7.1 CONTENU DES PRIX

En application de l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que ces subjections résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, de conduites et de câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.
- de l'accessibilité des ouvrages.

Les prix afférents aux travaux assignés au titulaire de chaque lot sont réputés comprendre les dépenses visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux. Les frais correspondants à l'évacuation, aux transports et aux décharges publiques sont inclus dans l'offre de prix. Le nettoyage est étendu au cheminement et circulation d'accès au chantier et de ses abords immédiats.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

7.2 DEPENSES D'INTERETS COMMUNES

Il n'est pas prévu de compte prorata.

7.3 NATURE DU PRIX

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglés, comme précisé à l'acte d'engagement, par des prix forfaitaires dont le libellé est détaillé dans la DPGF.

Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations selon les modalités fixées ci-dessous.

7.3.1 REVISION DES PRIX

Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois de la date limite de remise des offres**. Ce mois est appelé « **mois zéro** ».

Index de référence :

Les index ci –après, choisis en raison de leur structure pour la révision des travaux est :

Lot 1 : BT 46 - Peinture, tenture, revêtements muraux

Lot 2 : BT 18a - Menuiserie intérieure en bois

Lot 3 : BT 07 - Ossature et charpentes métalliques

Lot 4 : BT 42 - Menuiserie en acier et serrurerie

Lot 5 : BT 47 - Electricité

Lot 6 : BT 38 - Plomberie sanitaire

Cet index est publié sur le site internet de l'INSEE.

<https://www.insee.fr>

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG Travaux, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités. Elles ne s'appliquent ni aux retenues, ni aux indemnités.

7.3.2 MODALITES DE REVISION :

Le titulaire de chaque lot révisé les prix selon la formule suivante :

$$\text{Prix révisé} = \text{Prix initial} * \text{coefficient de révision}$$

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (I_n/I_0)$$

Avec : I_0 = valeur de l'index de référence correspondant au mois zéro (mois de remise des offres) ;

I_n = dernière valeur parue (provisoire ou définitive) de l'index de référence au moment de l'établissement de la facturation

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision se fait lors de l'établissement de chaque demande d'acompte. Par dérogation à l'article 12.2.1.e .du CCAG Travaux, la révision des acomptes mensuelles est définitive

7.4 MODALITES DE TRANSMISSION ET DE PAIEMENT

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte ».

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la Commande Publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du Code de la Commande Publique ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage ;
- Le code service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Les comptes sont réglés mensuellement, les demandes de paiement mensuelles adressées au maître d'ouvrage sont faites sous la forme d'un projet de décompte. Les projets de décomptes seront présentés en état cumulatif depuis le début des travaux et transmis via chorus au maître d'ouvrage.

C'est sur proposition du décompte mensuel validé par le service DAPI assurant la maîtrise d'œuvre que le pouvoir adjudicateur règlera les sommes qu'il admet.

Les sommes dues au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum.

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, la date de notification de l'ordre de service de la phase de préparation du chantier.
- Pour les acomptes dus au titulaire et les paiements dus aux sous-traitants ayant droit au paiement direct, la date du dépôt par le titulaire du décompte et des pièces annexées.
- Pour le solde, la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties (maître d'ouvrage, maître d'œuvre et entrepreneur titulaire), dans les conditions prévues aux articles 12.4 et 12.5 du CCAG Travaux.

7.5 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur selon la législation.

Ils feront apparaître les taux de TVA et les montants TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette législation.

Le mécanisme d'auto-liquidation de la TVA : la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit être acquittée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants n'ont pas à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

7.6 INTERETS MORATOIRES

Le dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire de chaque lot du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués au solde sont calculés sur le montant total du solde toutes taxes comprises.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est égal au taux d'intérêt appliquée par la Banque centrale européenne à son opération principale de refinancement la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Avec le versement des intérêts moratoires, le code de la commande publique, article D2192-35, fixe le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à quarante euros (40,00 €). Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'établissement, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

Le mode de règlement est le virement administratif.

7.7 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire de chaque lot est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché provoquant le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2191-45, R2191-54, R2191-56, R2191-57, R2191-58, du Code de la Commande Publique.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 50.3 du CCAG-Travaux).

7.8 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire du lot concerné ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

Si des travaux, services ou fournitures supplémentaires sont devenus nécessaires pour la bonne exécution des éléments demandés aux CCTP, un avenant sera établi, après négociation, sur la base d'un devis transmis par le titulaire.

7.9 CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT

Afin de permettre au titulaire de chaque lot de céder ou nantir sa créance relative au présent marché, le pouvoir adjudicateur, sur demande expresse du titulaire, lui remet les documents suivants selon les modalités de la commande publique :

- Soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ;
- Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Le titulaire concerné doit effectuer sa demande par courrier adressée à :

Université Le Havre Normandie / DAF – Pole achat et Marchés Publics
25, rue Philippe Lebon / 76063 LE HAVRE cedex

8 CHANGEMENT AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire de chaque lot est tenu de communiquer par écrit à l'Université Le Havre Normandie tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université Le Havre Normandie ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université Le Havre Normandie n'aurait pas eu connaissance.

9 CLAUSES DE FINANCEMENT

9.1 RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article R2191-33 du Code de la Commande Publique, une retenue de garantie de 5 % sera prélevée sur tous les acomptes du marché.

Substitution de la retenue de garantie :

La retenue de garantie pourra être remplacée par la constitution d'une garantie à première demande.

Les dispositions des articles R2191-36 à 42 du Code de la Commande Publique s'appliquent.

En cas de groupement, chaque membre du groupement fournit une garantie. Si le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Constitution et complément :

Conformément au Code de la Commande Publique, et dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée d'exécution du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Restitution des garanties :

La retenue de garantie est remboursée, ou les établissements ayant accordé leur garantie à première demande, un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, sauf prolongation du délai de garantie, telle que prévue à l'article 44.2 du CCAG Travaux.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, l'établissement est libéré de son engagement ou la retenue remboursée un mois au plus tard après la date de leur levée.

Dispositions relatives aux prestations sous-traitées :

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la totalité du marché, y compris aux prestations sous-traitées. Les garanties incombent en totalité au titulaire et en aucun cas au sous-traitant.

9.2 AVANCE

Selon les dispositions de l'article R 2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance sera accordée conformément à l'article R 2191-7 dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur sauf renonciation expresse par le titulaire d'un lot dans l'acte d'engagement. Une avance est versée lorsque le montant des travaux est supérieur à 50 000 euros HT et le délai d'exécution du marché tel qu'il figure à l'acte d'engagement est supérieur à deux mois.

Pourcentage de l'avance versée au titulaire du présent lot :

- 5% si le titulaire n'est pas une PME
- 10 % si le titulaire est une PME

Cette avance n'est due au titulaire du lot que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Dans tous les cas, le montant d'une avance n'est ni révisé ni actualisé.

Dans tous les cas, le montant de remboursement d'une avance n'est ni révisé, ni actualisé.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectueront conformément aux articles R 2191-11 et 12 du Code de la Commande Publique.

10 MODIFICATIONS PREVUES DANS LE CADRE DE CLAUSES DE REEXAMEN

10.1 MODIFICATIONS GENERALES – CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du titulaire de chaque lot fait l'objet de clauses de réexamen sous réserve qu'elles ne résultent pas d'une faute du Titulaire concerné. A cet effet, le maître d'œuvre pourra convenir avec le titulaire de modifications du marché, avec accord préalable du maître d'ouvrage, sur les points suivants :

- Une modification de la législation et /ou de la réglementation ayant des conséquences sur l'exécution du marché.
- Une évolution technologique rendant nécessaire la modification de la DPGF (par exemple substitution d'un modèle à l'autre ou ajout d'un nouveau matériel).
- La disparition d'un indice utilisé dans la formule de révision de prix du présent marché.

11 PENALITES

11.1 PENALITES ET RETENUES POUR RETARD

Les dispositions suivantes sont appliquées, sur simple constat de la maîtrise d'œuvre et/ou de la maîtrise d'ouvrage, en cas de retard, dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué au 12.1.2 "a" et "c" ci-après. Par dérogation à l'article 19.2.1. du CCAG Travaux, le titulaire de chaque lot n'est exonéré d'aucune pénalité. Les pénalités sont encourues sans qu'aucune mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Les différentes pénalités sont cumulatives. Le présent article déroge à l'article 19 du CCAG Travaux pour l'application des pénalités. Celles-ci sont immédiatement déductibles des situations mensuelles du titulaire et sont sans préjudice de l'exercice par le Maître d'Ouvrage de tout autre droit et action en responsabilité, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

11.1.1 MONTANT DES PENALITES ET RETENUES

La constatation des retards éventuels est faite par le Maître d'œuvre. Durant les travaux, si le Maître d'œuvre constate que le titulaire prend du retard par rapport au calendrier détaillé de l'exécution, il pourra lui appliquer une retenue journalière (par jour calendaire) d'un montant de 200 euros par dérogation à l'article 19.2.3. du CCAG Travaux.

Si l'entreprise rattrape son retard et ne contraint pas à modifier le calendrier détaillé d'exécution, cette retenue peut être supprimée, dans le cas contraire, elle se transforme en pénalité calculée dans les conditions ci-dessous.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, le Titulaire de chaque lot pourra subir des pénalités :

- Par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité égale à 300 euros.
- En cas d'absence non excusée à un rendez-vous de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier, inspection commune SPS : 100 euros/réunion (Nota : un retard perturbant ces réunions et/ou visite pourra être assimilé à une absence).

- En cas de retard dans l'installation du chantier : 100 euros par jour de retard
- En cas de retard dans les libérations des terrains et emplacement mis à disposition des entrepreneurs par le maître d'ouvrage et/ou des emprises sur le domaine public : 100 euros
- En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à la santé des travailleurs, à la signalisation générale du chantier ; pour chaque infraction constatée : 250 euros
- En cas de bruit de chantier au-delà de la limite prescrite : 100 euros
- En cas de dépôt de matériel, matériaux, terre, gravois en dehors des zones prescrites : 100 euros/infraction et par jour de retard de remise en état
- En cas de retard dans la remise ou la diffusion de document nécessaire à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plan d'exécution, note de calculs, fiches techniques, études de détails, plan de synthèse, procès-verbaux de conformité des matériels, etc... ; par document 250 euros/jour de retard
- En cas de retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix pour ouvrage non prévus : 100 euros/jour de retard
- En cas de retard dans la présentation chantier des échantillons de matériels et matériaux de construction : 100 euros/jour de retard
- En cas de retard dans le nettoyage du chantier : 100 euros/jour de retard
- En cas de retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 100 euros/jour de retard
- En cas de manquement aux règles sécuritaires de protection du site (par exemple : cadenas, fermetures de barrières, affichage panneaux informations de sécurité, ...): 100 euros/infraction.
- En cas de non remise des DOE dans les délais impartis : une retenue de 5% du montant du marché sera effectuée.

Ces pénalités seront comptabilisées à chaque rendez-vous de chantier, et retenues sur la situation de travaux à venir.

11.1.2 AUTRES RETARDS

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, le titulaire de chaque lot pourra subir des pénalités pour retard de repliement des installations de chantier calculées de la même manière que le retard par rapport au calendrier détaillé de l'exécution.

11.1.3 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

La description des documents à fournir par l'entreprise, est indiquée à l'article 15.3 du présent CCAP.

Ces documents sont des prestations dues dans le cadre du marché qui, comme les autres prestations ne sont payées qu'après exécution complète.

Le titulaire de chaque lot remet au maître d'œuvre les plans, notices de fonctionnement et d'entretien, les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) dont un exemplaire sera remis au plus tard le jour des OPR pour validation du BET et 2 exemplaires après validation au maître d'ouvrage, le jour de la réception.

A défaut, par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, il sera appliqué une retenue provisoire de 5 %.

La retenue est applicable et maintenue tant que l'ensemble complet des documents n'a pas été fourni.

En outre, à l'expiration d'un délai d'un mois après la date limite, la retenue provisoire deviendrait pénalité définitive, et le Maître d'ouvrage pourrait, sans mise en demeure préalable et aux frais de l'entreprise défaillante, faire établir les documents par un prestataire de son choix.

12 DELAIS D'EXECUTION – EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire de chaque lot.

La notification du marché consiste en la remise, par voie dématérialisée permettant un horodatage certain, d'un exemplaire de l'acte d'engagement signé par l'Établissement et de ses annexes au titulaire.

L'Établissement remet également au titulaire, sur demande, une copie de l'acte d'engagement signé et de ses annexes revêtues d'une mention dûment signée, indiquant que ces pièces sont délivrées en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultantes du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait du pouvoir adjudicateur ou provient d'un évènement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Formalités à accomplir par le titulaire de chaque lot pour obtenir une prolongation du délai d'exécution :

Le titulaire concerné signalera par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose d'un délai de dix jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision. La personne responsable du marché notifie par écrit au titulaire sa décision. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

12.1 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution part de la délivrance de l'ordre de service de démarrage des travaux. L'ordre de service est établi par le maître d'œuvre, et comporte le délai global d'exécution.

Les dispositions suivantes complètent l'article 18 du CCAG Travaux :

Le délai comprend :

- La période de préparation du chantier définie à l'article 28.1 du CCAG Travaux
- Toute sujétion d'études, d'approvisionnement et d'installation de chantier
- La période d'exécution des travaux y compris les essais, la période nécessaire aux opérations préalables à la réception ;
- Les congés payés ;

- Le repliement des installations de chantier, les opérations de nettoyage de fin de chantier ainsi que la remise en état de l'environnement immédiat des ouvrages dans les conditions du CCTP.

12.1.1 CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le maître d'œuvre établit un calendrier prévisionnel des travaux.

Le planning d'intervention défini à l'avance en accord avec toutes les parties sera rendu contractuel par ordre de service.

Rappel : Les travaux seront réalisés en site occupé.

La date prévisionnelle de début du chantier y compris la période de préparation est : **janvier 2026**

12.1.2 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

- a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre en concertation avec les parties.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages ou groupe d'ouvrages dont la réfection fait l'objet des travaux. Il indique en outre :

- La durée et la date de départ du délai d'exécution.

- La durée et la date de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives par appareil sur le chantier.

- b) Au cours du chantier et avec l'accord des titulaires, le Maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé dans l'offre du titulaire.
- c) Le calendrier initial visé en "a", éventuellement modifié comme il est dit en "b", est notifié par ordre de service à l'entrepreneur.

Les délais d'exécution des travaux comprenant la période de préparation commencent à courir à compter de la date indiquée dans l'ordre de service ou à défaut à compter du lendemain de la date de notification de celui-ci.

13 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DE MATERIAUX ET PRODUITS

13.1 LES MARQUES, QUALITE ET PROVENANCE DES MATERIAUX

Les matériaux et matériels à incorporer dans les ouvrages seront neufs, de première qualité et rigoureusement adaptés au rôle qu'ils auront à remplir dans les installations réalisées.

En particulier, les matériaux et matériels ayant fait l'objet de normes devront être conformes à ces dernières. Les propositions des entreprises devront préciser exactement les marques des matériaux et matériels prévus (à intégrer dans le mémoire technique).

La réalisation des travaux devra se faire avec les matériaux et matériels prévus dans la proposition retenue. Tout changement de matériaux et matériels au cours d'exécution des travaux devra recevoir l'accord du Maître d'œuvre. Les fiches techniques des produits devront être fournies.

Les matériaux et matériels, qui bien que reçus, seraient reconnus défectueux sur le chantier, seront refusés et remplacés par le titulaire du marché, à ses frais.

13.2 CARACTERISTIQUES, QUALITE, CONTROLE, ET PRISE EN CHARGE DE MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. définit les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Essais supplémentaires :

Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître d'ouvrage.

14 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

14.1 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier détaillé d'exécution sera mis au point avec les entreprises pendant la période de préparation et deviendra un document contractuel après signature des entreprises pour accord. Il sera ainsi notifié à l'entreprise par ordre de service.

14.2 COORDINATION DES TRAVAUX

La coordination des travaux sera réalisée par le Maître d'œuvre.

14.3 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION

Par dérogation de l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est fixée à 3 semaines. Le démarrage de la période de préparation est notifié par ordre de service. Ces périodes faisant partie du délai d'exécution, certains travaux pourront être commencés après validation de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Il est notamment procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Etablissement du programme d'exécution des travaux

L'entreprise devra fournir, dans un délai de 8 jours calendaires maximum à compter de la réception de l'ordre de service, les délais partiels de leurs différentes interventions sur les différents sites afin que le Maître d'œuvre puisse établir le programme d'exécution.

Les différentes interventions concernent l'établissement des notes de calcul, les plans d'exécution, les études de détails, etc.

Nota : Le retard dans la production de ces documents justifiera l'application de pénalité de retard au même titre qu'un retard à l'exécution des travaux.

14.4 PLANS D'EXECUTION — NOTE DE CALCUL — ETUDE DE DETAILS -

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées, sont établis par l'entrepreneur et remis au Maître d'œuvre pour validation.

Un exemplaire sera transmis à la maîtrise d'ouvrage.

14.5 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE - NETTOYAGE DU CHANTIER

14.5.1 ORGANISATION DU CHANTIER

Les prestations suivantes seront organisées à la diligence de l'entrepreneur et à ses frais :

- Stockage de matériels et matériaux.
- La remise en état des lieux en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.
- L'entreprise restera responsable de ses travaux. Par ailleurs, elle devra veiller en permanence à la parfaite fermeture des lieux ouverts au chantier et prendre toutes dispositions utiles pour y satisfaire.
- L'entreprise devra mettre en œuvre, en liaison avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, toute mesure appropriée afin de permettre un accès permanent à ses bâtiments, dans le respect des règles de sécurité en vigueur pendant toute la durée du chantier.
- Les frais y afférents sont réputés rémunérés par les prix du marché conclu par l'entrepreneur.

14.5.2 HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

En complément de l'article 31.4 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant, et/ou le maître d'œuvre aura le droit, lorsque les mesures prises par l'entrepreneur seront jugées insuffisantes, de prendre aux frais de l'entreprise, après une mise en demeure restée sans effet, toutes mesures qu'ils jugeraient nécessaires ou d'appliquer les pénalités et retenues prévues à l'article 11 du présent CCAP.

En outre, en cas de constatation de danger imminent par le maître d'ouvrage ou son représentant ou par le maître d'œuvre, ceux-ci pourront arrêter immédiatement le chantier jusqu'à ce que toutes mesures s'imposant soient prises.

La responsabilité de l'entrepreneur reste pleine et entière sans qu'il puisse arguer du fait qu'aucune recommandation ne lui ait été faite. Les arrêts éventuels de chantier pour la cause indiquée ci-dessus ne modifieront en aucun cas le délai d'exécution, s'il est établi que ce danger vient du fait de l'entrepreneur.

L'entrepreneur sera seul responsable tant pour ses agents et ouvriers, que pour eux-mêmes envers les tiers de l'inobservation de toutes les ordonnances de police générale ou locale existante ou à survenir, concernant les mesures de précautions à prendre sur les chantiers ou aux abords.

14.5.3 PROTECTION DES OUVRAGES

L'entreprise doit protéger les ouvrages ou locaux adjacents à sa mise en œuvre, de même qu'elle doit protéger sa prestation jusqu'à la réception par tous moyens appropriés.

14.5.4 DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

En dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations dus pour des dégradations causées aux voies publiques seront à la charge du titulaire responsable.

14.5.5 NETTOYAGE

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et le titulaire du marché devra prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet.

De plus, tous les locaux touchés par les travaux ou par le passage des ouvriers devront être nettoyés. Le titulaire devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations découlant des prescriptions du présent article, le Maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages, aux frais du titulaire, par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

En cas de non-respect, une pénalité sera retenue conformément à l'article 11.1.1 du présent CCAP.

15 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

15.1 ESSAI ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages sont prévus par les fascicules des Cahiers des Clauses Techniques Générales et le C.C.T.P.

L'entrepreneur est tenu de fournir tous les échantillons et d'effectuer les essais prévus au marché, et à ses frais. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Les essais complémentaires sont à la charge du Maître de l'Ouvrage s'ils sont favorables à l'entrepreneur, à la charge de l'entrepreneur si le résultat conduit à un refus de la partie de l'ouvrage.

15.2 RECEPTION

Il est fait application des règles mentionnées au chapitre 5 du CCAG Travaux et notamment l'article 42 pour l'achèvement et la prise de possession des ouvrages.

Un état des lieux avec la liste des travaux réalisés, leur état d'achèvement ainsi que les malfaçons apparentes sera établi et fera office de réception partielle.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire après mise en demeure demeurée infructueuse.

La réception aura lieu à la fin des travaux après repli des installations de chantier et remise en état éventuelle des abords du chantier et sera également conditionnée à l'atteinte des performances attendues et décrites dans le CCTP.

15.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Ces prestations sont définies dans le C.C.T.P. et doivent être communiquée sous format papier (2 exemplaires) et en fichiers informatiques aux formats PDF, Autocad et fichiers source sur support CD-Rom ou support USB.

Les dates limites (et les sanctions éventuellement applicables en cas de retard de fournitures) sont définies à l'article 11.1.1. et 11.1.3 ci-dessus.

15.4 DELAIS DE GARANTIE

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à 1 an pour toutes les prestations, à compter de la date fixée par le Maître d'Ouvrage dans la décision de réception.

16 CONFIDENTIALITE – REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES

16.1 CONFIDENTIALITE

Le titulaire de chaque lot ainsi que l'ensemble de son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché. Ils sont tenus par l'obligation de discrétion à l'article 5 du C.C.A.G travaux.

Ils s'engagent à ne diffuser et à ne faire état d'aucune information qui leur aurait été communiquée ou qu'ils auraient apprise lors d'une rencontre, manifestation ou entrevue en lien avec le présent marché, sans accord exprès du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire de chaque lot s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au présent marché.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

16.2 REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES

Obligations du titulaire de chaque lot :

Ne traiter que les données à caractère personnel nécessaires à l'accomplissement du marché dans les règles de l'Art et des finalités du traitement à mettre en œuvre pour y parvenir

- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai à l'Université les violations de données à caractère personnel
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués dans le cadre du présent marché
- Solliciter l'avis de l'Université avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par les sous-traitants à l'égard du responsable du traitement

- Apporter l'assistance à l'université pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, suppression, etc.
- Mettre à la disposition de l'Université la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

17 ASSURANCES – AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

17.1 ASSURANCE

Par dérogation à l'article 8.1.3. du CCAG Travaux, le titulaire de chaque lot devra justifier dans un délai de cinq jours à compter de la demande et avant la notification du marché qu'il est titulaire :

- D'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou des dommages causés par l'exécution de ses travaux.
- D'une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil.

L'attestation d'assurance devra impérativement comporter les éléments suivants :

- Nom de la compagnie et adresse du siège,
- Date, signature et cachet,
- Désignation de l'opération et montant TTC de celle-ci.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution, ne peut avoir lieu sans une attestation de la Compagnie d'assurance intéressée, certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant.

17.2 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire de chaque lot est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire de chaque lot met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont mis à disposition gratuitement par le titulaire, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr> ou transmis sur la boîte fonctionnelle suivante : daf-poleachats@univ-lehavre.fr.

Si l'un des titulaires recourt, en cours d'exécution du marché, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

18 RESILIATION

Le marché peut être résilié selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG Travaux. Outre les cas de résiliation prévus aux articles 49 et 50 du CCAG Travaux, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R 2143-3 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'attention du titulaire de chaque lot est attirée sur le fait qu'après la résiliation du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées.

19 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige entre les parties, celles-ci conviennent, préalablement à toute action en justice, de rechercher une solution amiable. En cas d'échec de cette procédure amiable, le règlement du litige éventuel sera réglé selon les lois et règlements du droit français, le Tribunal Administratif de Rouen est seul compétent.

20 DROIT – LANGUE - CORRESPONDANCE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français et adressées au Président de l'université, pouvoir adjudicateur.

Son offre est rédigée en français (loi n°94-665 du 04 août 1994 dans sa dernière version relative à l'emploi de la langue française et son décret d'application).

L'unité monétaire à prendre en compte est l'EURO.

21 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles du présent cahier des charges sont les suivantes :

Désignation	CCAG Travaux	CCAP
Pièces constitutives du marché	4.1	2
Notifications par échanges électroniques	3.2.1.	4
Révision des prix	10.5 – 12.2.1.e	7.3.1. et 7.3.2
Augmentation du montant des travaux	14.4.3	7.8
Pénalités	19 – 19.2.1 – 19.2.3 – 19.2	11.1-11.1.1-11.1.2.-11.1.3
Dégradations causées aux voies publiques	34.1	14.5.4
Assurance	8.1.3	17.1
Période de préparation	28.1	14.3